



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JM

**Arrêté préfectoral imposant à la société AIRFOILS ADVANCED  
SOLUTIONS des prescriptions complémentaires pour la poursuite  
d'activité de son installation située à ROSULT**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs rubriques n°4120, 4130, 4150, 4738, 4739, 4740 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2564 ou de la rubrique 2565 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 18 mai 2017 à la société SNECMA PARTICIPATIONS pour l'exploitation d'une usine de réparation de pièces aéronautiques sur le territoire de la commune de ROSULT à l'adresse suivante 35 rue de l'Epeau concernant notamment la rubrique 4110 et 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le donner acte de changement d'exploitant au profit de la société AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS du 8 novembre 2022 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance « projet traitement de surface et grenaillage » transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel du 27 septembre 2022 ;

Vu le rapport du 21 janvier 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 17 août 2023 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 23 août 2023 ;

Considérant ce qui suit :

1. les modifications envisagées portent sur les activités de traitement de surface et d'utilisation de produits chimiques en lien avec les activités industrielles ;
2. les modifications envisagées impliquent l'ajout ou le retrait de rubriques sous le régime de la déclaration ;
3. l'ajout de la rubrique n°4130-2 et le retrait de la rubrique 4441-2 sont liées et sont conséquentes de la classification des produits effectivement mis en œuvre sur le site, et non à une modification des produits ;
4. les modifications ne génèrent pas d'impacts supplémentaires significatifs sur l'environnement ;
5. la demande déposée par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle au regard des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
6. l'exploitant sollicite des dérogations aux arrêtés ministériels encadrant ses installations ;
7. il convient d'encadrer les modifications sollicitées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son usine de réparation de pièces aéronautiques sur le territoire de la commune de ROSULT à l'adresse suivante 35 rue de l'Epeau.

### Article 2 – Nature des installations

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mai 2017 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et caractéristiques de l'installation	Régime
4110-2	Toxicité de catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 2 – substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant	Quantité totale d'acide fluorhydrique susceptible d'être stockée dans l'installation sera égale à 374 kg.	A

	<p>a. supérieure ou égale à 250 kg</p> <p>b. supérieure à 50 kg mais inférieure à 250 kg</p>		
2565-2	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563</p> <p>2 – procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant</p> <p>a. supérieur à 1 500 l</p> <p>b. supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TS LIGNE A : 8 bains de 624 L</li> <li>• TS LIGNE B : 6 bains de 624 L + 1 bain de 624 L</li> <li>• TS LIGNE C : 6 bains de 624 L</li> </ul> <p>Soit un volume total de 13 104 L</p>	E
2560-B	<p>Travail mécanique des métaux et alliages</p> <p>B – Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. supérieure à 1 000 kW</p> <p>2. supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1 000 kW</p>	Différents moyens (usinage, ajustage, rectifieuse...) pour une puissance totale installée maximale de 278,4 kW	DC
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	Four de traitement thermique sous vide 410 kW	DC
2563	<p>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surfaces.</p> <p>La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :</p> <p>1. supérieure à 7 500 l</p> <p>2. supérieure à 500 l mais inférieure ou égale à 7 500 l</p>	<p>Fontaine de dégraissage (activité de maintenance) : 120 L</p> <p>Machine à laver (activité procédé) : 400 L</p> <p>Quantité maximale : 520 L</p>	DC
2575	<p>Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailage métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565</p> <p>La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	Différents moyens (sableuses manuelles ou automatiques, grenailleuses, tonneaux à vibration...) pour une puissance totale installée maximale de 272 kW	D
4725	<p>Oxygène</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant</p>	Quantité d'oxygène maximale de 6 t	D

	1. supérieure ou égale à 200 t 2. supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t		
1716-2	Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700, autres que celles mentionnées à la rubrique 1735, dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne et pour lesquelles les conditions d'exemption mentionnées au 1 <sup>o</sup> du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique ne sont pas remplies. 2. Les substances radioactives sont uniquement d'origine naturelle ou la valeur de QNS est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10 <sup>4</sup> .	Média de grenailage céramique présentant une radioactivité d'origine naturelle ( $\sim 2,7 \text{ t} > 1 \text{ t}$ )	D
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Quantité totale d'acide nitrique maximale utilisé dans l'installation est égale à 5,2 t	D
4441	Liquides comburants catégories 1,2 ou 3 La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 1. supérieure ou égale à 50 t 2. supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Quantité maximale présente dans installation de $1,8 \text{ t} < 2 \text{ t}$	NC

### Article 3 – Dérogations aux arrêtés ministériels

La prescription « *Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement* » de l'article 54 de l'arrêté du 9 avril 2019 susvisé, également reprise dans l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2017, est remplacée par « *Le bon état des résistances est vérifiée périodiquement. L'exploitant tient un registre des dates de ces vérifications.* »

La prescription « *Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange* » de l'article 57 de l'arrêté du 9 avril 2019 susvisé est remplacée par « *Les systèmes d'aspiration au niveau des lignes de l'installation de traitement de surfaces sont connectées à un unique laveur de gaz.* »

### Article 4 –

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code du travail, notamment celles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

## Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

## Article 6 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 7 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de ROSULT ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de ROSULT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **01 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

